



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 29 septembre 2020**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2020 – 117 DROIT A LA FORMATION DES ELUS LOCAUX**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 22 septembre 2020, s'est réuni le mardi 29 septembre 2020 à 14h30 à huis clos au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Nicole NUTINI  
Madame Magali CONESA  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Nicole NUTINI à Monsieur le Maire  
Madame Magali CONESA à Madame Nora ADDAD  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Monsieur Paul EUZIERE

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté les procès-verbaux des séances des 7 et 10 juillet 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 123      MISS GRASSE 2020  
ADOPTION DES TARIFS

DU 29 SEPTEMBRE 2020

**DROIT A LA FORMATION DES ELUS LOCAUX**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Afin de faire face à la complexité de la gestion locale et à la nécessaire compétence qu'appelle la responsabilité électorale les élus locaux bénéficient d'un droit à la formation leur permettant d'assurer pleinement leur mandat. La formation doit être dispensée par un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur pour la formation des élus si elle est payante.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	DEPENSES	6 775 € pour 2020 11 613 € pour les années suivantes

Madame Valérie COPIN expose :

L'article L 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose « Les membres d'un conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal. ».

Les formations doivent être dispensées par un organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur au titre de la formation des élus.

Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune.

Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune (montant théorique prévu par les textes, majorations y compris) et le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20% de ce même montant.

Les frais de formation comprennent :

- Les frais de déplacement : frais de transport, frais d'hébergement et de restauration (remboursement en application des dispositions régissant le remboursement des frais de déplacement des fonctionnaires de l'Etat).
- Les frais d'enseignement.
- La compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus justifiée par l' élu salarié ou agent public et plafonnée à l'équivalent de 18 jours par élu et pour la durée du mandat.

Le droit à la formation est un droit individuel. Chaque élu peut choisir librement les formations adaptées à ses fonctions et en lien avec son mandat, l'organisme agréé qui le dispense ainsi que le lieu de la formation.

Accusé de réception en préfecture  
06/10/2020  
117-DE  
Date de réception préfecture : 30/09/2020

L'élue local dispose également d'un Droit Individuel à la formation (DIF). A ce titre il acquiert un crédit annuel de 20 heures mobilisable dès le début de chaque année de mandat. Le DIF vise le financement de toutes les formations nécessaires à l'exercice du mandat d'un élu et peut également concerner des formations visant à faciliter la réinsertion professionnelle à l'issue du mandat. Le dispositif est géré par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Considérant que dans le cadre règlementaire, les orientations de formation proposées sont les suivantes :

- Renforcement des connaissances du statut de l'élue local et de l'environnement institutionnel
- Les fondamentaux de l'action publique locale
- Formations techniques en rapport avec les délégations attribuées

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 septembre 2020,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les orientations de formation telles que présentées ci-dessus.
- **ADOPTER** le principe d'allouer, dans le cadre de la préparation budgétaire annuelle une enveloppe d'un montant de 11613 euros pour une année pleine correspondant à 2% du montant théorique des indemnités des élus.
- **DECIDER** d'inscrire pour l'année 2020 un crédit de dépenses de formation de 6775 euros.
- **AUTORISER** le Maire à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.
- **DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget 2020 Chapitre 65-021-6535.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.



Delibération affichée le 30 SEP. 2020  
suivant les signatures  
POUR EXTRAIT CONFORME  
Le Maire,

*[Signature]*